



RETRAIT DE LA LOI ASILE-IMMIGRATION

MANIFESTATION

dimanche 21 janvier, 11 h
au Marché de Saint-Nazaire

La loi dite "asile-immigration" votée le 19 décembre 2023 marque un tournant dangereux que nos organisations refusent. Il s'agit de la loi la plus régressive depuis 40 ans.

Rédigée sous la dictée de marchands de haine qui rêvent d'imposer leur "préférence nationale", elle reprend les idées de l'extrême droite. Elle aura des conséquences terribles sur la vie de milliers d'habitants étrangers sur le sol français.

Loin de répondre aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres, la misère ou le réchauffement climatique, cette loi raciste et xénophobe

- ✓ restreint le droit au séjour,
- ✓ accentue considérablement la répression,
- ✓ s'attaque au droit d'asile, au droit du sol, aux étrangers malades, aux étudiants non européens, au regroupement familial,
- ✓ s'attaque à l'hébergement d'urgence,
- ✓ durcit l'accès aux prestations sociales (allocations familiales, aides au logement...).

Tous et toutes, français comme étrangers sommes menacés.

Cette loi précarise davantage les travailleuses et travailleurs, les lycéens, les étudiants avec ou sans-papiers.

L'arbitraire préfectoral est encore renforcé : refoulement aux frontières, délivrance systématique d'Obligation de Quitter le Territoire (OQTF) et d'Interdiction de Retour sur le Territoire (IRTF) allongées...

Elle s'attaque aux libertés publiques, bafoue les droits fondamentaux tel que le droit d'asile, réinstaura la double peine dans une France qui prétend défendre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité entre toutes et tous.

Nous appelons à :

- ✓ **manifester pour empêcher que cette loi soit promulguée,**
- ✓ **empêcher son application en multipliant les actions de solidarité,**
- ✓ **soutenir toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers,**
- ✓ **combattre le racisme, la xénophobie,**
- ✓ **défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.**

Organisations signataires : Accueil fraternel Loire et Sillon, ATTAC, Amnesty International, Artisans du Monde, Collectif des Bréviinois Attentifs et Solidaires, CCFD-Terre solidaire, CUS, EELV, élus Ensemble, Solidaires et Écologistes, FCPE, FSU, LDH, LFI, Libre Pensée, LO, Mouvement de la Paix, MRAP, NPA, PCF, PRCF, Place Publique 44, Planning familial 44, PS Saint-Nazaire, Secours catholique, Solidarité Estuaire, UCIJ, UL CFDT, UL CGT, UL Solidaires

Cette loi va précariser davantage les travailleuses et travailleurs, les lycéens, les étudiants avec ou sans-papiers. L'arbitraire préfectoral est encore renforcé, refoulement aux frontières, délivrance systématique des OQTF et IRTF et allongement de leur durée, notamment pour les travailleuses et les travailleurs. Cette loi s'attaque aux libertés publiques, bafoue les droits fondamentaux tels que le droit d'asile, réinstaure la double peine et fait honte à la France, qui prétend défendre les valeurs d'égalité entre toutes et tous. Nous exigeons donc le retrait de cette loi.

 This law will put workers, high school students and students with or without papers in a more precarious position. The arbitrary powers of the prefectures have been further strengthened, with refoulement at borders, the systematic issuing of OQTFs and IRTFs and the extension of their duration, particularly for workers. This law attacks civil liberties, violate fundamental rights such as the right to asylum, reinstates the double penalty which is a shame for France which claims to defend the values of equality for all. Therefore, we demand that this law to be withdrawn.

 Этот закон поставит в еще более нестабильное положение рабочих, старшеклассников и студентов с документами или без них. Ужесточились полномочия префектур: выдворение на границах, систематические выдачи требований покинуть территорию, запретов на въезд и увеличение срока их действия, особенно для рабочих. Этот закон покушается на гражданские свободы, попирает основные права, такие как право на убежище, восстанавливает двойное наказание и позорит Францию которая провозглашает себя защитницей права равенства для всех. Поэтому мы требуем отмены этого закона.

 Esta ley precarizará la situación de trabajadores y trabajadoras, de alumnos y alumnas de secundaria y de estudiantes con o sin documentos. Se refuerzan aún más los poderes arbitrarios de las prefecturas, con devoluciones en las fronteras, expedición sistemática de OQTF* e IRTF* y prolongación de su duración, en particular para los trabajadores y las trabajadoras. Esta ley atenta contra las libertades públicas, desprecia derechos fundamentales como el derecho de asilo, restablece la doble pena y avergüenza a Francia, que dice defender los valores de igualdad para todas y todos. Exigimos, por lo tanto, la revocación de esta ley.

**OQTF : obligación de quitar el territorio francés / IRTF : Prohibición de regreso al territorio francés.*